



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
8 janvier 2002  
Français  
Original: anglais

---

### **Lettre datée du 7 janvier 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par le Bhoutan en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme  
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



**Annexe**

**Lettre datée du 3 janvier 2002, adressée au Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent  
du Bhoutan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport que le Gouvernement du Bhoutan a présenté au Comité contre le terrorisme, en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Om **Pradhan**

## Pièce jointe

### **Application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité concernant la lutte contre le terrorisme international**

#### **Introduction**

Le Gouvernement du Royaume du Bhoutan se félicite vivement de l'adoption par le Conseil de sécurité, le 28 septembre 2001, de la résolution 1373 concernant la lutte contre le terrorisme international, qu'il appuie et est résolu à mettre en oeuvre. Il coopérera avec le Comité contre le terrorisme créé par le Conseil de sécurité pour suivre l'application de la résolution 1373 et lui apportera toute l'aide dont il pourra avoir besoin. Il continuera également d'appuyer les résolutions 1269 (1999) et 1368 (2001) du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement du Royaume du Bhoutan a catégoriquement condamné les attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis d'Amérique et a appelé à la cessation immédiate de tels actes de terrorisme en tant que menace à la paix et à la sécurité internationales. À l'instar des autres pays du monde civilisé, le Bhoutan condamne tous les terroristes et leurs réseaux et est fermement convaincu que les auteurs d'attentats, ceux sur ordre desquels ils ont agi et leurs organisations doivent répondre de leurs actes. Il appuie donc résolument le consensus international en faveur d'une action énergique contre les méfaits du terrorisme dont il estime que la condamnation et la neutralisation ne souffrent aucune exception, idéologique, politique, religieuse ou autre.

Le Bhoutan est lui aussi victime d'activités terroristes menées par les membres d'organisations clandestines telles que le Front unifié de libération de l'Assam ou les groupes armés bodos, qui se sont infiltrés dans le pays depuis l'Inde.

### **Application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité**

#### **Paragraphe 1**

##### **Alinéas a), b), c) et d)**

Ni le Bhoutan ni ses organisations n'appuient de quelque façon que ce soit le terrorisme sous n'importe quelle forme. À la suite des attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis d'Amérique, le Ministère des affaires étrangères du Royaume du Bhoutan avait conseillé au Ministère des finances de demander à toutes les institutions financières du pays de contrôler toutes les transactions financières pouvant servir à financer des actes terroristes. Celles-ci ont reçu la liste des personnes et organisations soupçonnées d'être impliquées dans des actes de terrorisme publiée par le Gouvernement des États-Unis. L'Autorité monétaire royale du Bhoutan a également appelé leur attention sur les dispositions de l'article 59 de la loi bhoutanaise sur les institutions financières (1992) qui leur imposent le devoir de signaler à l'Autorité monétaire royale du Bhoutan tout fait tendant à prouver qu'une activité criminelle grave, commise soit au Bhoutan soit à l'étranger, pourrait être liée à l'utilisation d'un compte bancaire ou de son contenu et tout placement soupçonné d'être le produit d'une telle activité.

Les institutions financières ont répondu qu'elles n'avaient eu connaissance d'aucune transaction de ce type mais qu'elles ne manqueraient pas de continuer à faire preuve de vigilance.

## **Paragraphe 2**

### **Alinéas a), b), c), d), e), f) et g)**

En 1991, le Bhoutan a adopté une loi visant à donner effet aux différents instruments antiterrorisme multilatéraux, dans le cadre de laquelle il pourra s'acquitter des obligations que lui imposent les conventions nationales, régionales et internationales. La loi bhoutanaise sur la sécurité nationale votée en 1992 est conçue pour criminaliser les actes de terrorisme et poursuivre en justice leurs auteurs.

## **Paragraphe 3**

### **Alinéas a), b), c), d), e), f) et g)**

Bien que la justice bhoutanaise ait compétence dans les affaires de terrorisme relevant du droit national et international, elle n'a à ce jour pas eu à intervenir du fait que le pays n'a jamais connu d'actes de criminalité organisée liés au trafic d'argent, de drogues, d'armes, etc.

Le Bhoutan n'en est pas moins disposé à coopérer et à échanger des renseignements dans le domaine du terrorisme, en cas de besoin.

Le pays est déjà partie à plusieurs conventions régionales et internationales relatives à la lutte contre le terrorisme et aux détournements d'aéronefs. En voici la liste :

Convention régionale sur la répression du terrorisme, adoptée par l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR)

Convention internationale contre la prise d'otages

Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs

Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, Tokyo, 14 septembre 1963

Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, Montréal, 1971

Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques

Convention relative à l'aviation civile internationale, Chicago, 1944

Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes

Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (signée par le Bhoutan, qui était le cent septième pays à ce faire, le 14 novembre 2001, au Siège de l'ONU, afin de témoigner de sa ferme volonté de s'unir à la communauté internationale pour mettre fin à la menace terroriste).

## **Assistance**

Au paragraphe 4.1, les États sont invités à indiquer les domaines dans lesquels ils ont besoin d'une assistance technique en vue d'établir leur rapport. Nous n'avons pas, pour le moment, besoin d'une assistance technique. Cela étant, en raison de notre inexpérience en la matière, nous n'excluons pas la possibilité de devoir un jour faire une demande dans ce sens.

---